

# Deux priorités conflictuelles

L'Amérique met sur le même pied liberté d'expression et liberté de religion.

**Stéphanie Fontenoy**  
Correspondante à New York

**L**a classe politique et la presse américaines ont condamné d'une seule voix l'attentat terroriste contre "Charlie Hebdo" et la liberté d'expression. Cependant, plusieurs médias ont également rappelé que l'Administration Obama n'a pas toujours soutenu les choix de la rédaction du magazine satirique français.

En septembre 2012, le porte-parole de la Maison-Blanche, Jay Carney, avait critiqué la publication de nouvelles caricatures du prophète Mahomet. "Nous savons que ces images seront très choquantes pour beaucoup de gens... Mais nous avons régulièrement rappelé l'importance de protéger la liberté d'expression, qui est inscrite dans notre Constitution. Autrement dit, nous ne nous interrogeons pas sur le droit de publier de telles choses, simplement sur le choix qui a présidé à la décision de les publier."

La même année, après la sortie du film controversé "L'innocence des musulmans", qui avait mis le feu aux poudres au Proche-Orient, Barack Obama avait suggéré que toute forme de diffamation, quelle que soit la religion visée, était déplacée. "L'avenir n'appartient pas à ceux qui calomnient le prophète de l'islam. Cependant, pour être crédibles, ceux qui condamnent cette calomnie doivent aussi condamner la haine qui s'exprime devant l'image du Christ désacralisé, les églises détruites, ou quand l'Holocauste est nié", avait-il déclaré dans son discours devant les Nations unies.

## Une presse américaine très divisée

Faut-il publier ou non les caricatures de "Charlie Hebdo" aux Etats-Unis? Au lendemain de la tragédie, la presse américaine est très divisée. Si des sites Internet comme "BuzzFeed" et "The Huffington Post" ont répondu par l'affirmative, les plus grands titres de la presse nationale, comme le "New York Times" et le "Washington Post", et l'agence d'information Associated Press (AP), ont plaidé contre. "Nous

avons pris le parti de ne rien publier qui désacralise les symboles religieux ou qui provoque la colère pour des questions de religion ou d'origine ethnique", a souligné Santiago Lyon, vice-président d'AP, en rappelant qu'il s'agit là de la ligne politique habituelle, et non d'une réponse spécifique à l'actualité récente.

Le "Washington Post" évite, lui, toute publication d'informations qui seraient "ostensiblement, délibérément ou inutilement offensantes pour les membres de groupes religieux", à l'exception de ses pages "Opinions", qui ont, elles, accueilli une des caricatures de Mahomet, au lendemain de l'attentat. Le magazine "New York" défend, au contraire, la liberté d'expression la plus large. "Le blasphème est un des exercices élémentaires des libertés individuelles. On ne peut pas défendre ce droit sans en défendre la pratique", écrit son journaliste Jonathan Chait.

## Une longue tradition

Robert Thompson, professeur de Culture populaire à l'Université de Syracuse, rappelle que "les Etats-Unis ont une longue tradition de dessins satiriques, qui remonte à l'époque coloniale". Mais, contrairement à la France laïque, le pays qui a accueilli les

**La Maison-Blanche n'a pas toujours soutenu les choix de la rédaction du magazine satirique français.**

Puritains reste très attaché au respect inconditionnel de toutes formes de religion et de culte. Le Premier amendement à la Constitution américaine met sur un pied d'égalité la liberté d'expression et la liberté de religion, suscitant des débats importants dans la société américaine. On se souvient de la vive polémique déclenchée par le pasteur intégriste Terry Jones qui avait promis de brûler deux cents Corans pour protester contre les attentats du 11 septembre. Il s'était ravisé, sous la pression de la Maison-Blanche.

Pour le professeur Daniel Reimold, de l'Université Saint-Joseph de Philadelphie, les événements du 11 septembre 2001 ont marqué un tournant pour la liberté d'expression aux Etats-Unis. "Nous avons perdu notre sens de l'humour le 11 septembre. Nous étions bien plus décontractés et indulgents avant les attaques terroristes."

Il reste que les médias s'autocensurent plus pour des raisons économiques (ils ne veulent pas mettre en colère leur lectorat), qu'en vertu d'une hypothétique forme de contrôle extérieur.